

L'élection de Trump et le Brexit sont les produits de la financiarisation de l'économie

Domestiquer la finance ou la subir

Introduction et interview : Jean-Sébastien Zippert

Romarc Godin est rédacteur en chef adjoint du quotidien économique *La Tribune* et exerce depuis plus de quinze ans le métier de journaliste. Ses chroniques quotidiennes se concentrent sur l'analyse économique à l'international. Hétérodoxes, elles tranchent dans le milieu du journalisme économique. Godin s'est notamment fait remarquer pour ses articles sur le traitement de la crise grecque, à contre-courant de 90 pour cent de la production de ses confrères de la presse française et européenne. C'est pour cette raison qu'il a été invité par l'association Etika à Luxembourg pour une conférence sur les conséquences politiques de la dérégulation financière.

Jean-Sébastien Zippert : L'année 2016 a été marquée par deux événements dont les conséquences dépassent largement les frontières des pays dans lesquels ils se sont produits : je veux bien sûr parler du Brexit au Royaume-Uni et de l'élection de Donald Trump aux États-Unis qui ont été perçus comme un sursaut nationaliste, voire xénophobe de l'électorat populaire de ces deux pays. Quelle est votre analyse de ces deux résultats électoraux ?

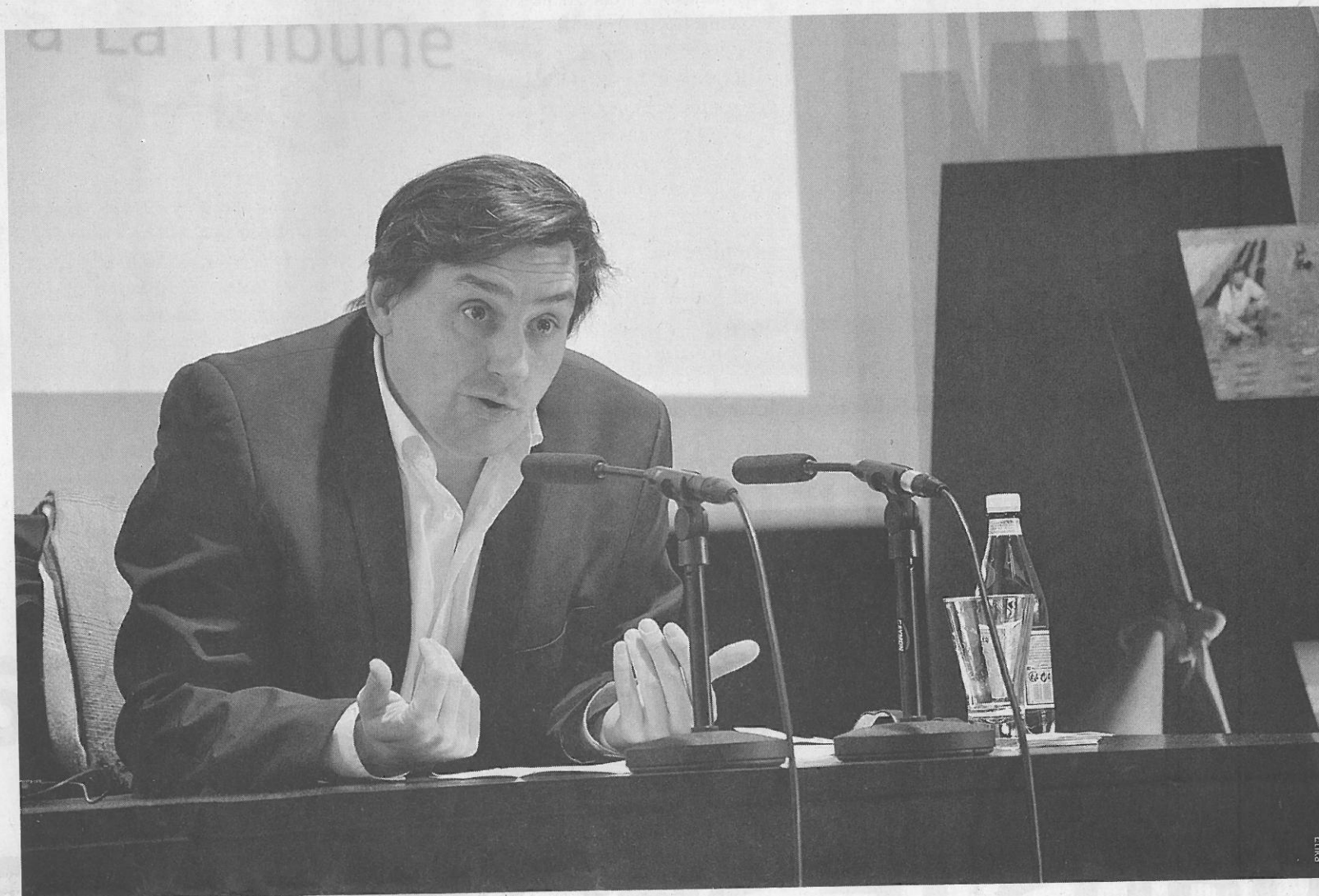
Romarc Godin : Il est significatif de constater que ces deux événements se soient produits dans les deux pays industrialisés où la dérégulation financière a été poussée le plus loin, où la révolution conservatrice néolibérale est née. Le système créé par cette dérégulation financière a commencé à éclater à partir de 2007 et, depuis, nous constatons que la croissance du monde entier et de ces deux pays en particulier a non seulement fortement décliné (jusqu'à la moitié d'avant la crise pour les États-Unis), mais qu'en

mène de désindustrialisation. On a d'ailleurs pu constater que les votes Brexit et Trump ont été plus forts dans les régions les plus désindustrialisées de ces deux pays, non parce que les électeurs conservateurs ont été très mobilisés (Trump n'a pas fait mieux en nombre de voix que Mitt Romney dans les États du *rust belt* par exemple), mais surtout parce que les votes des classes populaires qui avaient voté Labour ou démocrate ont largement manqué à l'appel. Ces deux résultats électoraux sont emblématiques de ce capitalisme financier né dans les années 1980 et qui n'en finit plus d'agoniser. Il emporte avec lui la gauche dite de gouvernement sociale-démocrate qui, loin de combattre cette évolution, l'a souvent accompagnée, et parfois approfondie, lorsqu'elle était au pouvoir.

On a beaucoup accusé les politiques de « quantitative easing » de la Fed et dans une moindre mesure de la Banque royale d'Angleterre d'avoir aggravé ce phénomène en finançant le système bancaire et financier plutôt que l'économie réelle. Partagez vous cet avis ?

Les politiques des banques centrales ne sont que le reflet d'une politique générale. Leurs interlocuteurs directs ne sont ni les entreprises ni les ménages, mais les marchés financiers. Le *policy mix* mêlant politique monétaire et budgétaire est très difficile à mettre en place actuellement de façon efficace, pas seulement en zone euro.

Si nous nous intéressons maintenant à la politique macro-économique de la zone euro, qu'en est-il aujourd'hui de la situation des pays que l'on a élégamment appelé les « PIGS » (Portugal, Italie, Grèce et Espagne) ?



Romarc Godin était au Luxembourg le 6 décembre pour une conférence intitulée « Remettre la finance au pas pour échapper au piège de l'extrême droite »

« Ce capitalisme

sont basées sur une logique de l'économie financière de dépôt et de marché, mais cela ne suffira pas à combiner cette réforme avec une